

GLEVAREC, Hervé (2003), "De la Société d'histoire à l'Association du patrimoine, Changements socioculturels et nouvelles raisons de mobilisation",  
in Philippe Poirrier et Loïc Vadelorge (sous la dir.),  
Pour une histoire des politiques du patrimoine, La Documentation française, 2003.

<http://www.culture.fr/culture/comite-histoire.htm>

Hervé GLEVAREC  
Centre Lillois d'Etudes et de Recherches Sociologiques et Economiques  
CLERSE – IFRESI – Université Lille 1  
2, rue des Canoniers  
59800 Lille FRANCE  
<http://www.univ-lille1.fr/clersé>  
Tel : 33 (0)3 20 12 28 20  
Fax : 33 (0)3 20 12 58 31  
Email: [herve.levarec@univ-lille1.fr](mailto:herve.levarec@univ-lille1.fr)

## De la Société d'histoire à l'Association du patrimoine Changements socioculturels et nouvelles raisons de mobilisation

*Ce qu'il représente, le patrimoine, c'est tout notre environnement, tout ce qu'on aime. Vous voyez, moi j'ai toujours vu ici, dans la maison, depuis que je suis mariée, nous sommes entourés de lithographies, de gravures qui représentent des monuments de la ville, des monuments d'Alsace. On a toujours été imprégné de cet amour, on n'appelait même pas ça «patrimoine», c'était ce qui faisait notre vie, l'histoire de notre ville (vice-présidente de l'Association Brigitte Schick pour la sauvegarde des sites et maisons anciennes du Florival (Haut-Rhin)).*

S'intéresser aux associations du patrimoine, c'est prendre en considération la concomitance de deux phénomènes : les mobilisations associatives et l'intérêt pour le patrimoine. D'une part, la décennie 1970 apparaît la période à partir de laquelle semble s'amorcer un mouvement de création d'associations intéressées au patrimoine local. Plus généralement, la période a connu une très forte accélération des créations d'associations culturelles <sup>1</sup>. D'autre part, la patrimonialisation en France est un fait amplement noté. Le mouvement contemporain d'extension des objets patrimoniaux a même donné lieu à un ensemble de discours tenus sur le "phénomène patrimonial" <sup>2</sup>. Manifestant un intérêt pour le passé, cet intérêt serait, sinon douteux, du moins problématique. Il pourrait déboucher sur ce que Paul Ricoeur appelle la "mémoire manipulée" <sup>3</sup>. Il frôlerait aussi, sous les traits de l'extension patrimoniale, le ridicule <sup>4</sup> et risquerait l'immobilisme.

Cette évolution associative concerne tout autant la démographie que la sociabilité. En effet, ce sont comme "association" que se nomment et se présentent les associations du patrimoine créées depuis les années 1980, tandis que recule le modèle des "amis de" et "sociétés de". Les

---

<sup>1</sup> Viviane Tchernog, "Les associations culturelles dans le secteur associatif français, Données de cadrage", in Pierre Moulinier (dir.), *Les associations dans la vie et la politique culturelles*, DEP/DAG, ministère de la culture, 2001, pp. 33-51. "Entre 1901 et 1967, écrit B. Maresca, moins de cinq groupes se préoccupant de défendre l'environnement, le cadre de vie ou la nature, voyaient le jour chaque année en Basse-Normandie. L'année 1968 marque nettement la rupture : à partir de cette date, le nombre des créations annuelles ne cesse de croître. En 1995 ce sont au moins 50 groupes qui ont déclaré leur création dans les trois départements de la région." Bruno Maresca, "Approche de la structure du paysage associatif dans le domaine de l'environnement", *Cahier de recherche*, n° 97, Credoc, 1997, p. 129.

<sup>2</sup> *Patrimoine et passions identitaires, Actes des Entretiens du Patrimoine*, sous la présidence de J. Le Goff, Paris, Fayard / Ed. du patrimoine, 1998 ; *L'abus monumental ? Actes des entretiens du patrimoine*, Régis Debray (dir.), 1998, Paris, Fayard / Ed. du patrimoine, 1999. Sur la critique de la patrimonialisation-muséification corrélative de l'élaboration des «lieux de mémoire», voir P. Garcia, "Les lieux de mémoire, une poétique de la mémoire ?", *EspacesTemps*, 74-75, 2000, pp. 122-142.

<sup>3</sup> P. Ricoeur, *La Mémoire, l'Histoire, l'Oubli*, Paris, Le Seuil, 2000, pp. 97-105.

<sup>4</sup> "La moindre pierre sur laquelle Victor Hugo se serait assis devient patrimoine", nous disait un responsable administratif.

années 1990 se caractérisent de surcroît par le recours à des titres d'associations moins communément partagés. Dans le Finistère, les plus récentes associations se choisissent des titres en breton, qu'elles ne traduisent parfois pas en français <sup>5</sup>. Elles marquent explicitement une identification territoriale et signifient aussi une plus forte idiosyncrasie du groupe. Le développement des associations du patrimoine va ainsi de pair avec une transformation de la représentation de soi-même comme groupement. Cette requalification des objets patrimoniaux et des formes de lien social débouche sur une articulation que nous voudrions examiner dans la suite, articulation implicite et explicite entre le nouveau modèle promu et d'anciennes formes d'intérêt pour le patrimoine. Elle représente aussi l'entrée d'un nouvel objet ou support culturel dans le champ des pratiques amateur.

Dans le cadre d'une enquête menée sur trois départements auprès du monde associatif concerné par le patrimoine culturel de type physique <sup>6</sup>, nous avons chiffré à 228 le nombre d'associations *a priori* en activité dans le Haut-Rhin, 313 dans le Rhône et 477 dans le Finistère en 1999, tandis que la moyenne annuelle des créations sur le territoire était de 540 associations entre 1997 et 2000 <sup>7</sup>. J.-F. Canto estimait, lui, à 8100 le nombre "d'associations de sauvegarde du patrimoine architectural et culturel, sociétés historiques et archéologiques, associations régionalistes" déclarées durant la période 1975-1984 <sup>8</sup>. On peut évaluer ainsi entre 500 et 800 la fourchette de création annuelle des associations durant les vingt dernières années du XX<sup>e</sup> siècle.

### *D'un paradigme conservatoire à un paradigme de sauvegarde*

Le souci associatif patrimonial est un passage nominal et réel, durant le XX<sup>e</sup> siècle, avec un basculement plus prononcé durant la décennie 1960, de l'étude à la sauvegarde et à la valorisation du patrimoine. C'est au cours des années 1980 que le mot «patrimoine» apparaît dans les titres après, semble-t-il, une première émergence durant la décennie 1960. Un calcul, selon la période de création, des fréquences de mots choisis par rapport au nombre d'associations vivantes recensées dans les trois départements fait apparaître une série de changements et de permanences. Pour l'interpréter, il faut considérer que le modèle le plus fréquent d'une période a aussi une valeur reconfigurante pour le reste des associations. Ce n'est pas pareil d'être "société" quand l'essentiel des associations en sont que de l'être de façon minoritaire. S'agissant, dans le tableau qui suit, des mots des intitulés que se choisissent les associations pour se présenter dans le cadre de notre enquête, il convient, à travers eux, de saisir ce qu'il en est de l'identité des groupes. Les mots qui y figurent ont été sélectionnés parmi les plus fréquents ou les plus significatifs.

<sup>5</sup> *Association Paotred Ar Vro (Les gars du pays) ; Dec'h Hizio Ha Warc'hoazh (Hier, aujourd'hui et demain) ; Gwarez Ar Glad (Protection du patrimoine).*

<sup>6</sup> La particularité de la situation présente est telle qu'elle amène à compter les sociétés savantes au nombre des associations s'intéressant aussi, de plus en plus, au "patrimoine". Cette sensibilité est aussi visible chez les historiens. Loïc Vadelorge, "Sociétés savantes" in E. Waresquiel (dir), *Dictionnaire des politiques culturelles de la France depuis 1959*, Paris, Larousse, 2001, pp. 564-566.

<sup>7</sup> Concernant les modalités de l'enquête, nous renvoyons à H. Glevarec et G. Saez, *Le patrimoine saisi par les associations*, La Documentation française, Paris, 2002. Cf. "Les Associations du patrimoine", *Développement culturel*, n° 136, 2001, 12 p. Téléchargeable sur le site du ministère de la Culture : <http://www.culture.gouv.fr/culture/dep/fr/cata.htm#typ1>.

<sup>8</sup> J.-F. Canto, *Localisation et caractéristiques principales par secteurs d'activité des 336 220 déclarations d'associations de la décennie 1975-1984*, Rapport d'étude, FNDVA, 1988.

Fréquences d'apparitions (en %) des mots dans les titres / nombre d'associations en vie de chaque période (sélection)

Ensemble des associations vivantes en 1999 N=385	Antérieures à 1930 N= 12	1930-49 N= 11	1950-59 N= 10	1960-69 N= 13	1970-79 N= 51	1980-89 N= 113	1990-99 N= 175
association 34 % amis 21 % patrimoine(s) 14 % société(s) 13 % histoire 11 % musée 9 % sauvegarde 8 % comité 4 % française(s) / groupe / recherche(s) / restauration / culture / environnement 3 % défense / rénovation / traditions / pays / cercle / région / arts 2 % conservation / promotion / animation / populaires / mémoire 1 %	société(s) 75 % histoire 25 % association 8 % musée 8 % arts 8 % conservation 8 %	société(s) 55 % histoire 36 % amis 36 % musée 18 % association 9 % cercle 9 %	société(s) 40 % histoire 30 % musée 10 % amis 10 % région 10 % française(s) 10 %	amis 38 % histoire 23 % groupe 23 % recherche(s) 15 % association 15 % société(s) 15 % patrimoine(s) 15 % musée 8 % sauvegarde 8 % cercle 8 % région 8 % pays 8 %	amis 43 % association 31 % musée 16 % société(s) 14 % histoire 14 % comité 14 % sauvegarde 10 % restauration 8 % arts 4 % groupe 4 % pays 4 % culture 4 % rénovation 4 % traditions 4 % promotion 4 % populaires 4 % patrimoine(s) 2 % animation 2 % conservation 2 % environnement 2 %	association 44 % amis 15 % patrimoine(s) 15 % sauvegarde 10 % histoire 10 % musée 7 % société(s) 6 % comité 5 % recherche(s) 5 % restauration 4 % culture 3 % rénovation 3 % traditions 3 % arts 3 % cercle 3 % environnement 3 % défense 3 % région 2 % groupe 2 % promotion 2 % animation 2 % pays 1 % populaires 1 %	association 34 % patrimoine(s) 18 % amis 18 % musée 8 % sauvegarde 7 % histoire 6 % société(s) 3 % culture 3 % environnement 3 % mémoire 3 % comité 2 % défense 2 % restauration 2 % groupe 2 % recherche(s) 2 % arts 1 % conservation 1 % cercle 1 % région 1 % pays 1 % rénovation 1 % traditions 1 % promotion 1 % animation 1 % populaires 1 %

Source : Enquête Cerat 1999/Clersé-Ifresi ; champ : associations recensées dans le Haut-Rhin, le Finistère et le Rhône ayant répondu avec mention de la date de création. Mots distincts sans les mots-outils = 772

Bien que ces données ne puissent être considérées comme l'exact état des lieux des associations existantes sur un territoire donné, et nonobstant l'effet sur-valorisant d'un point de vue rétrospectif depuis le champ des associations actuellement vivantes, elles indiquent un certain nombre de déplacements des termes privilégiés par les associations. Ainsi le couple «association»-«patrimoine» a-t-il remplacé celui de «société»-«histoire». L'évolution des formes de groupements et d'objets renvoie à une "description dense", selon la formule de C. Geertz, des conjonctures historiques qui demanderait des comparaisons historiques hors de propos ici. On sait, par exemple, que le modèle de la "société" trouve son ancrage historique, selon Maurice Agulhon, dans l'ensemble des membres d'un salon aristocratiques ou bourgeois<sup>9</sup>. Elle sera, au-delà de son origine, le modèle de groupements de nature très différente

<sup>9</sup> M. Agulhon, "Le Cercle dans la France bourgeoise 1810-1848, étude d'une mutation de sociabilité", *Cahiers des Annales*, n° 36, Paris, 1977.

(d'antiquaires mais aussi d'instruction populaire) propre au XIX<sup>e</sup> siècle. Notons cependant que trois modes de sociabilité se succèdent : la "société", les "amis", "l'association". En même temps que s'affirme à travers l'association un principe volontariste et non plus seulement affinitaire ("amis"), le patrimoine commence à être pris en charge. Tout se passe comme si l'*association* permettait une montée en généralité que n'ont pas les *amis de*.

Qu'en est-il de ce rapport au passé qui ne passe plus par la mobilisation du signifiant «histoire», mais pas celui de «patrimoine» ? Le terme de sauvegarde apparaît dans la décennie 1960, tandis que celui de conservation s'est éclipsé pour réapparaître ensuite. La restauration qui émerge dans les années 1970 est concomitante de la promotion et de l'animation. C'est pourquoi le souci affiché de la restauration prend sa valeur d'être cousin historique de la sauvegarde. La sauvegarde est liée à la vie. S'il y a un sens à l'usage privilégié du terme «sauvegarde» par rapport à celui de «restauration», il réside dans son étymologie de "garder en vie". «L'intervention du restaurateur est perçue par ses adversaires comme une dénaturation qui empêche de revendiquer l'objet traité pour son héritage et, *a fortiori*, de s'y reconnaître», écrit D. Poulot <sup>10</sup>. Le *comité de sauvegarde de la Chapelle St Vendal* est un comité de *sauvegarde* et non de restauration. Ce qui importe, ce n'est pas la préservation de la chapelle *versus* sa destruction, c'est sa vie (*un groupe du coin qui avait toujours vu ça en vie*) *versus* sa mort. Le cadre de significations a changé. De même, la restauration n'est pas l'objectif exclusif. *Si on a refait ça, c'est pas pour que ce soit fermé. Sinon ça sert à rien*, déclare le président du comité. Le souci de l'ouverture de la chapelle aux visiteurs manifeste que la sauvegarde doit prendre place dans une relation à l'extérieur. Le patrimoine se doit de continuer à exister soit *a minima* comme objet visitable, soit réinvesti de fonctions nouvelles. L'intentionnalité patrimoniale contemporaine n'est donc jamais tout à fait réductible à la restauration, elle vise aussi la réinscription dans la vie sociale.

### *Sociétés savantes et associations du patrimoine*

Morphologiquement contrasté - de petites associations cohabitent avec des associations importantes <sup>11</sup> -, le champ des associations s'intéressant en France au patrimoine culturel est structuré par deux variables, l'une historique, l'autre sociologique ; la première renvoie à une différenciation entre "sociétés d'histoire" et "associations du patrimoine" <sup>12</sup> ; la seconde à des objets et à des niveaux d'action différenciés. Cette distinction entre "associations historiques" et "associations patrimoniales" recouvre dans certains cas une catégorisation réciproque, à travers une critique, voire un mépris entre petites associations locales récemment créées et

---

<sup>10</sup> Dominique Poulot, "Ce que restaurer le patrimoine veut dire", in J.-P. Saez, Identités, cultures et territoires, Desclée de Brouwer, Paris, 1995, p. 193.

<sup>11</sup> La médiane statistique du nombre d'adhérents (individuels et personnes morales) se situe à 50 adhérents pour le Rhône et le Finistère, à 88 adhérents pour le Haut-Rhin. Cette information recueillie par questionnaire reste entachée de nombreux biais subjectifs (la notion d'adhérent à jour ne correspond pas nécessairement au fichier historique ou aux présents) et symboliques (il s'agit aussi pour une association de faire nombre). Il reste que le secteur patrimonial a sans conteste des caractères en commun avec les associations culturelles, à savoir une majorité d'associations de petite taille, ancrées au niveau communal ou infra-communal. Ce sont des "associations de membres" plutôt que des associations d'action "militante". Elles sont, enfin, moins fédérées que le reste des associations. Cf. V. Tchernonog, "Les associations culturelles dans le secteur associatif français, *art. cit.*

<sup>12</sup> J.-M. Leniaud articule les deux modèles. Le titre de son article attribue une qualification défensive à l'association du patrimoine. Cf. J.-M. Leniaud, "L'Etat, les sociétés savantes et les associations de défense du patrimoine : l'exception française", *Revue administrative*, n° 295, avril 1997, pp. 53-61.

sociétés départementales ou réseaux régionaux anciens. Les "agitateurs" s'opposent aux "notables".

S'il est ancien, le champ associatif patrimonial est aussi jeune. Il est constitué d'associations déclarées pour l'essentiel après l'année 1980. Les configurations régionales peuvent infléchir dans un sens ou dans un autre cette périodisation : le mouvement associatif possède une composante relativement ancienne dans le Haut-Rhin, à travers les sociétés d'histoire alsaciennes ; à l'inverse, dans le Finistère, plus de la moitié des associations ayant répondu à l'enquête se sont créées dans la décennie 1990.

Cette polarisation historique relève autant de la cohabitation que de la filiation. En effet, les associations contemporaines du secteur patrimonial sont à situer par rapport à un type plus traditionaliste dont on trouve l'ascendance tout au long des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles et que représentent bien les *sociétés d'histoire* alsaciennes, qui elles-mêmes se transforment. Cette coexistence, numériquement à l'avantage des associations du patrimoine, renvoie à une succession ancienne et toujours renouvelée d'associations transformant leur champ d'intérêt par rapport à d'anciennes. Jean-Pierre Chaline distinguait déjà, pour la période allant de la Révolution à la seconde guerre mondiale deux types d'associations, dont l'une allait supplanter l'autre : la "société savante" traditionnelle formant une aristocratie d'égaux et "l'association" plus démocratique et nombreuse<sup>13</sup>. La première avait une activité polyvalente et était animée d'un idéal encyclopédique hérité du temps des Lumières. Elle visait à "diffuser l'instruction, développer les travaux littéraires et les recherches scientifiques, améliorer le goût de ses contemporains, promouvoir le progrès technique."<sup>14</sup> Une minorité des groupements inscrits à l'*Annuaire des sociétés savantes* en 1846 avaient une activité de sauvegarde et de mise en valeur de sites et de monuments, notamment les groupements "d'antiquaires". Spécialisées dans l'histoire et l'archéologie, les sociétés savantes s'inscrivent dans un académisme provincial qui remonte au XVIII<sup>e</sup> s. Elles seront mères des sociétés d'*amis* d'après-guerre. Pour Gilles Jeannot les militantes de la sauvegarde apparaissent au début du XX<sup>e</sup> s<sup>15</sup>. Ensemble composite, on y trouve le *Touring Club*, la *S.P.P.E.F.*<sup>16</sup>, la *Ligue Urbaine et rurale*, la *Demeure Historique*, la *FNASSEM*<sup>17</sup>. Elles regroupent ainsi des sociétés militantes, des associations de propriétaires et des associations de touristes<sup>18</sup>.

Une typologie identique se retrouve à propos des associations du patrimoine végétal (plantes rares et jardins historiques) étudiées par Françoise Dubost<sup>19</sup>. Deux types d'associations forment ce que l'auteur appelle un "nouveau domaine patrimonial" où les amateurs ont été pionniers : les sociétés d'horticulture savante du XIX<sup>e</sup>, qui mobilisent des notables ; les associations nouvelles, qui répondent à de nouveaux centres d'intérêt et sont

---

<sup>13</sup> J.-P. Chaline, *Sociabilité et érudition, Les sociétés savantes en France, XIXe - XXe siècles*, Paris, Ed. CTHS, 1995. Au cours de cette période, 1100 sociétés de province peuvent être répertoriées.

<sup>14</sup> Les plus célèbres sociétés savantes du XIX<sup>e</sup> sont les nombreuses sociétés fondées par Arcisse de Caumont, acteur décisif dans la recherche archéologique, par l'abbé Cochet, initiateur de l'archéologie mérovingienne, par Boucher de Perthes, à l'origine de la préhistoire dans le cadre de la *Société d'émulation d'Abbeville*, par Flammarion. Cf. F. Bercé, "Quand les sociétés savantes découvraient le patrimoine", *L'Histoire*, n° 25, 1980, pp. 85-7.

<sup>15</sup> G. Jeannot, *Du monument historique au patrimoine local, l'évolution de la notion de patrimoine architectural à travers les publications des sociétés savantes et des associations de sauvegarde en France après 1945*, Mémoire de troisième cycle, Institut Français d'Urbanisme, 1988.

<sup>16</sup> Société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France.

<sup>17</sup> Fédération nationale des associations de sauvegarde des sites et ensembles monumentaux.

<sup>18</sup> Dans un contexte plus large d'un rapport changé au territoire. Cf. C. Bertho-Lavenir, *La roue et le stylo, Comment nous sommes devenus touristes*, Paris, O. Jacob, 1999.

<sup>19</sup> F. Dubost, *Vert Patrimoine, La constitution d'un nouveau domaine patrimonial*, Paris, Ed. MSH, 1994.

plus souvent le fait de cadres et professions intellectuelles supérieures. Récemment installés dans leur localité, ces créateurs d'associations cherchent par là à s'intégrer<sup>20</sup>. Leur engagement associatif est marqué par un "militantisme pédagogique" qui se manifeste à travers la publication de revues, l'organisation de stages, de foires aux plantes, d'inventaires... Cette préservation du patrimoine végétal, souvent liée à la "recherche d'identité locale", n'est parfois qu'une composante d'un intérêt porté au patrimoine local.

La pratique actuelle de l'histoire locale dans les sociétés savantes semble fortement attachée à l'affirmation d'un statut social et culturel<sup>21</sup>. L'appartenance à une société savante y est décrite comme authentifiant une "qualification érudite" et une "qualité sociale". La valeur distinctive y est centrale ainsi que le caractère d'*établis* sur le territoire de ses membres (par opposition aux *outsiders*). Le travail dans une société savante permet à ses membres de prolonger des investissements scolaires passés ou de satisfaire des centres d'intérêt éloignés de leur activité professionnelle. Ces dimensions sociales sont aussi présentes dans les associations contemporaines. Pour autant, les associations du patrimoine qui se sont créées depuis une vingtaine d'années s'inscrivent dans d'autres formes de mobilisation.

Deux traits manifestent la différenciation entre sociétés savantes et associations du patrimoine : les créations en réaction et par scissiparité d'associations plus traditionnelles ; le refus de se reconnaître dans les activités et les mots des sociétés d'études. Le positionnement par rapport au pôle que sont les fédérations de sociétés savantes est un exemple manifeste du premier point. L'association *Louis Dunand* a adhéré un temps à la *Fédération des sociétés historiques du Rhône*. *On s'est aperçu que ça nous servait pas à grand chose, on s'est sorti. Des gens qui font des brochures, des études, pas du tout ce que nous on recherchait.* Le paradigme de développement local que les associations mobilisent, explicitement ou non, sollicite le patrimoine comme moyen d'une revitalisation du lien social. Il sert autant l'intégration des nouveaux arrivés que l'inscription des locaux dans une scène sociale qui a tendu à se différencier ou à se dévitaliser. Une série de caractéristiques permettent de préciser les formes actuelles de l'investissement associatif en direction du patrimoine

### *Les transformations de l'appropriation amateur*

En contrepoint d'un basculement de «l'histoire» au profit du «patrimoine», c'est la catégorie de "patrimoine sociologique" – et non pas seulement celle de "patrimoine ethnologique" qui semble moins appropriable pour les "amateurs" - qui tend à remplacer celle "d'histoire locale". Ainsi l'association bretonne "*Dec'h Hizio Ha Warc'hoazh*" (Hier, aujourd'hui et demain) de l'*Hôpital-Camfrout* a choisi comme titre à ses commissions : "patrimoine naturel", "patrimoine architectural" et "patrimoine sociologique". La commission "patrimoine sociologique" s'intéresse à *tout ce qui touche au social*, nous dit le vice-président. C'est-à-dire *les activités qu'ont eues les gens qui ont fait l'Hôpital au siècle dernier et au*

---

<sup>20</sup> M.-H. Guyonnet, "Chercheurs de patrimoine en Haute-Provence : une passion et ses enjeux", in C. Bromberger (dir.), *Passions ordinaires : du match de football au concours de dictée*, Paris, Bayard, 1998, pp. 139-62 ; G. Jeannot, "Tisser des liens patrimoniaux, Entrepreneurs culturels et attachement pour la maison rurale en Franche-Comté", *Genèses*, n° 11, mars 1993, pp. 5-24. H. Glevarec, "De l'*affectio societatis* à l'intégration : les associations du patrimoine", in O. Parsis-Barubé et L. Allard (dir.), *Culture et démocratie : les paradoxes de la voie associative*, Lille, Presses de l'Université de Lille 3, (à paraître 2002).

<sup>21</sup> B. De L'Estoile, "Le goût du passé, Erudition locale et appropriation du territoire", *Terrain*, 37, sept. 2001, pp. 123-138.

début du siècle. J'ai l'intention d'interviewer donc les personnes qui restent encore et qui ont fait ces vieux métiers à l'Hôpital. Il reste encore quelques carriers, quelques palourdières (...) et les marins pêcheurs bien sûr. Il faut absolument recueillir ces derniers témoignages. Pour connaître la vie de ces gens-là qui ont marqué sur ces routes-là avant nous. Le but est de diffuser ces interviews, de les publier et de faire savoir aux gens ce qu'ils étaient (par des expositions, des conférences, des publications). Ce que dit le terme de "sociologie", c'est la continuité entre ce qui relèverait académiquement de l'histoire et le moment présent dans lequel sont les personnes. Son usage indique une reprise amateur de la sociologie, une représentation ordinaire de la sociologie comme étude de la vie des gens (dimension culturelle qui n'a jamais été centrale dans la sociologie professionnelle) et une extension sur l'histoire qui nous indique le lien maintenu du passé avec le présent. Sans doute, la sensibilité patrimoniale n'est-elle pas sans lien avec la diffusion des sciences sociales depuis les années 1970, notamment la création d'une Mission du patrimoine ethnologique en 1979.

Une seconde caractéristique des associations du patrimoine est l'orientation de cette appropriation par des non-spécialistes, qui associe un investissement et un espace public. D'une part, l'émergence d'une nouvelle forme de sociabilité associative, plus autonome, porteuse de mobilisation circonstanciée a été notée <sup>22</sup>, de même que la transformation des modèles d'action collective <sup>23</sup>. Elle débouche sur un engagement paradoxal, distancié et non plus absorbé, mais cependant impliqué subjectivement. Ce qui caractérise les associations du patrimoine c'est bien un investissement <sup>24</sup>. Si l'engagement tient principalement avec un espace public de confrontation, l'investissement cherche à prendre en considération la question de l'activité et du lien social : didactisme, fête partagée, action collective. Décrite en termes d'engagement, l'association satisfait l'expression d'une cause ou d'une opinion dans un espace public. Décrite en termes d'investissement, l'association satisfait l'expression de soi dans une activité et un réseau de relation.

L'espace public local permet de désigner cet espace de la visibilité en direction des autres habitants de leur commune tant recherchée par les membres des associations. C'est dire si l'action de défense ou en justice des associations locales a une valeur résiduelle par rapport aux actions d'exposition, d'animation, autrement dit aux actions tournées vers l'extérieur, vers cet espace public de visibilité que représente la ville. Les associations éditent des livres sur l'histoire communale, organisent des circuits de promenades, réalisent des fiches pédagogiques, des expositions photographiques. Si l'on prend le cas typé de l'Alsace, où le mouvement associatif se caractérise traditionnellement par la publication d'*Annuaire*s, la dynamique émergente consiste à monter des expositions, à publier des ouvrages de photographies.

L'appropriation associative a des formats et des fonctions sociales multiples : l'exposition de photos ou le livre de cartes postales semble satisfaire une appropriation par identification

---

<sup>22</sup> J. Ion, *La fin des militants*, Paris, Ed. de l'Atelier, 1997. G. Saez, "Vers une recomposition de l'éducation populaire", in B. Roudet (dir.), *Des jeunes et des associations*, Paris, L'Harmattan, 1996, pp. 161-179.

<sup>23</sup> A travers les "nouveaux mouvements sociaux". C. Offe, "Les nouveaux mouvements sociaux : un défi aux limites de la politique institutionnelle", in *Les démocraties modernes à l'épreuve*, Y. Sintomer, D. Le Saout, Paris, L'Harmattan, 1997, pp. 98-132. Les nouveaux mouvements sociaux ne portent ni sur des thèmes privés, ni sur des thèmes publics, écrit C. Offe, mais sur les deux à la fois, ou sur l'entre-deux. Leur mode d'action favorise souvent la fusion des rôles publics et privés, des attitudes instrumentales et expressives. Il reste qu'une série de caractéristiques posées par Offe - un mode d'action oppositionnel et manichéen - éloignent cependant fortement les dits mouvements des formes de la mobilisation patrimoniale.

<sup>24</sup> H. Glevarec et G. Saez, "Investissement subjectif et espace public local : une articulation essentielle aux associations du patrimoine culturel", in *Actions associatives, solidarités et territoires*, Publications de l'Université de Saint-Etienne, 2001, pp. 105-110.



au territoire communal. Cet intérêt à l'environnement passé établit une continuité avec l'état présent. Les circuits de visite procurent une appropriation "référentielle" ou "physique". Ils donnent une valeur historique et symbolique à un territoire et fournissent des insignes à l'espace de résidence. La conférence est une appropriation intellectuelle. Elle fournit, à l'instar de la consultation d'ouvrages sur la ville, un savoir sur les autres, ceux qui ont précédés, donc sur soi. La recherche documentaire ou historique pose la question de la filiation. Elle emprunte au registre de l'histoire amateur dont on sait qu'elle vise en priorité l'histoire locale et la généalogie familiale <sup>25</sup>. La projection audiovisuelle est une reconnaissance mutuelle quand elle réunit des générations diverses d'habitants. L'action en justice est l'expression d'un point de vue. Enfin, l'objectif de réalisation d'un "musée" vise la fonction de témoignage. On le voit, chaque format d'appropriation a lui-même une fonction sociale qui vise aussi bien l'activité culturelle que la reconnaissance dans l'espace local.

Si les sociétés savantes se consacrent en priorité à des activités de recherche, aux progrès de la connaissance et à leur diffusion par l'imprimé, les associations du patrimoine répondent moins à une volonté érudite qu'à un contexte socio-historique. La notion de mémoire y a une dimension centrale. Il s'agit de la mémoire d'une société "que nous avons perdue" pour reprendre la formule de P. Laslett <sup>26</sup>. *Je me suis aperçue que la mémoire était en train de foutre le camp. Je suis née en 1934. Ma génération était la génération-charnière parce qu'elle connaissait encore des gens qui avaient connu, se rappelaient de leurs grands-parents qui avaient fait telle ou telle chose, mais que si nous on ne transmettait pas, une grande partie de cette mémoire allait disparaître et qu'il y en avait déjà une grande partie qui était morte*, déclare la présidente de l'association *Louis Dunand pour le patrimoine d'Irigny* (Rhône). Au moment de sa retraite comme cadre, celle qui sera la présidente de l'association décide de faire une étude sur l'évolution du commerce et de l'artisanat à Irigny. Ce qui l'intéresse semble être la "transformation" que subit le village, transformation sociale et culturelle de la première moitié du siècle. *Il y a un manque dans la passation de la mémoire*, dit-elle. *Une partie du village était abîmée par inculture, manque de réactions, en toute bonne foi de la part des élus*, ajoute-t-elle. Cela a été le point de départ de la décision de créer une association, qui naît en 1993.

L'affirmation maintes fois répétée dans les entretiens d'être une *génération charnière*, entre une société de type artisanal et ouvrier et une société nouvelle et à venir, est le fait notamment d'une catégorie de retraités qui investissent ces associations. Ce que les fondateurs signifient, c'est une société historique qui doit considérer le passé non pas comme un état temporel antérieur des sociétés, mais comme porté par des sujets.

### *Le paradoxe local du patrimoine*

S'il y a un paradoxe au patrimoine, c'est bien d'associer une référence déterritorialisée à un ancrage territorial. C'est là qu'est son efficacité sociale. Et ce qui semble caractéristique de la situation actuelle, c'est un investissement pratique à des niveaux locaux que manifeste la

---

<sup>25</sup> « Les publics des archives départementales et communales », *Développement culturel*, n° 137, octobre 2001. Disponible sur le site : <http://www.culture.gouv.fr/dep>

<sup>26</sup> L'expression vaut au sens de Laslett : « "le monde que nous avons perdu", n'était ni un paradis, ni un âge d'or où régnaient l'égalité, la tolérance et l'amour charitable. » P. Laslett, *Un monde que nous avons perdu : famille, communauté et structure sociale dans l'Angleterre pré-industrielle*, Flammarion, 1969, p.10.

multiplicité des associations "communales" ou "infra-communales" <sup>27</sup>. L'association du patrimoine est avant tout association de ville, liée à un territoire communal spécifique. Dans les trois départements, les relations avec les acteurs institutionnels et administratifs s'amenuisent à mesure que le niveau territorial et administratif s'élève. Il en est de même des liens fédératifs que les associations recherchent dans un cadre territorial approprié plutôt que national. Le réseau d'action des associations est local et concentrique. Les liens entretenus avec les collectivités ou l'Etat sont de nature financière, institutionnelle (participation croisée de fonctionnaires dans les Conseils d'administration ou des membres des associations dans des commissions), politique (présence du président d'association au conseil municipal, affichage associatif du maire ou d'un conseiller) ou technique et instrumentale (aide technique, information réciproque). Les relations à la Drac ou avec le service des Bâtiments de France (en charge des édifices protégés) concernent en priorité les actions de promotion – Journées du patrimoine en tête – ou les démarches en vue de classements ou d'inscriptions, de fouilles, afin de signaler des dégradations, de suggérer des travaux. Les relations avec les structures de types "pays", PNR <sup>28</sup>, CAUE <sup>29</sup> se font autour de l'information touristique (diffusion).

"Le support personnel et la participation volontaire aux associations sont un facteur d'ascension politique au plan local", écrivait Geneviève Poujol à propos des associations socio-culturelles des années 1960-70 <sup>30</sup>. L'analyse vaut pour un certain nombre de membres fondateurs d'associations du patrimoine qui ont des fonctions politiques au sein des conseils municipaux de villages, sans que ces positions soient le prolongement politique d'une activité associative, mais tout aussi bien l'antécédent. La présidente de l'*Association Louis Dunand pour le patrimoine d'Irigny* est devenue conseillère municipale en 1995, chargée du patrimoine et rapporteur à la commission Finance et à la commission Culture. Elle acquiert alors une influence, non un pouvoir de décision, dit-elle. Par son intermédiaire, l'association peut donner des idées à la municipalité, lancer des recherches sur une rue de la commune, recherches qui établissent des liens avec une commune de Moselle. *Quelqu'un qui se poserait des questions sur un élément du patrimoine à Irigny saurait nous trouver*, dit la présidente de l'*Association Louis Dunand*. *On est le point reconnu de centralisation, d'information recouvrant le patrimoine au sens large. On ne démolirait pas sans une réflexion de départ*. Il faut dire que de par son objet, l'association du patrimoine est dans un rapport spécifique avec la commune autour de la représentation de la ville. Elle voudrait être à la fois expert, centre d'information et représentation. Certaines mairies externalisent une partie de ce travail de représentation sur les associations du patrimoine (visite aux nouveaux habitants, expositions, vitrines archéologiques à la mairie) qui, en retour, bénéficient des infrastructures municipales pour leurs activités.

Quelque soit la relation de l'association à sa municipalité, la commune est le partenaire significatif des associations locales. Elle est l'espace d'action et l'espace pertinent d'identification. L'*association Paotred Ar Vro* (les gars du pays) est une association de

---

<sup>27</sup> Si l'analyse historique insiste sur les moments centralisateurs comme le moment Guizot (celui de la mise en place d'une politique des Monuments historiques à partir des années 1830), elle tend à réhabiliter l'espace départemental d'appropriation par les sociétés locales et les commissions départementales. C'est ce que montre Loïc Vadelorge, à propos de la commission des antiquités de la Seine-Inférieure de la première moitié du XIX<sup>e</sup> s aux mains de nobles locaux (préfets, savants et professions libérales). Cf. Loïc Vadelorge, "Le département de la Seine-Inférieure et les «antiquités», Naissance d'une politique locale du patrimoine (1818-1848)", Comité d'histoire, Département des études et de la prospective, ministère de la Culture, 2000.

<sup>28</sup> Parc naturel régional

<sup>29</sup> Conseil Architecture, Urbanisme et Environnement

<sup>30</sup> Geneviève Poujol, *L'éducation populaire : histoires et pouvoirs*, Paris, Les Editions ouvrières, 1981, p. 117.

trentenaires sise à Penmarc'h (à 30 kms au sud-ouest de Quimper). Cette association mêle des éléments culturels, sociaux, esthétiques, mais aussi mémoriels. Elle reste fortement liée à l'élaboration d'un attachement patrimonial au territoire. L'association a restauré jusqu'à maintenant plusieurs bateaux sur lesquels ses membres naviguent. Ces amis d'enfance, professeur, instituteur, administratif, technicien dans les Collectivités créent fin 1995 une association. Le choix du titre *Paotred ar vro* reflète l'idée d'affirmer qu'on était du pays. Pour affirmer qu'on était du coin, alors qu'on était tous expatrié pour des raisons de travail ou autre, ou de fin d'études. Le titre en breton ? *Toujours pour affirmer notre attachement à notre pays. Si on avait habité ici, c'est pas dit qu'on ait adopté un titre breton.* De fait, très peu parlent le breton. L'appartenance locale et régionale est très forte. *C'est quasiment tout un ensemble, je vais peut-être être un peu pompeux, mais c'est un ensemble de choix de vie. Restaurer des bateaux, participer à des fêtes de vieux gréements, apprendre le breton. En plus, moi, j'ai toujours habité Paris, donc besoin de retour aux sources. Mes parents sont des expatriés parisiens. (...) Il y a un engouement global pour la culture celte, bretonne. Le retour en force des bagadou. Certains des membres du bagad Cap Caval font partie de notre association. C'est difficile de dissocier tout ça. On a tous envie de se raccrocher à tout ça, à des choses qu'on a peut-être perdues ou oubliées.* L'association est à l'origine d'une fête annuelle sur la commune de Penmarc'h pour laquelle elle a reçu une subvention de 1 500 € en 2001-2002, somme considérable pour une association de ce type.

#### *La contestation du musée : vers un nouveau régime d'historicité*

De "Musée d'histoire locale" en 1975 à "Maison du patrimoine" au moment de l'enquête, c'est l'histoire du mouvement patrimonial qui est résumée dans l'évolution du titre de cette association bretonne de Saint-Renan. Plus généralement, les associations mettent en scène un paradoxe : celui de refuser le musée, le terme et le modèle qu'elles lui associent, tout en élaborant quelque chose qui, dans une catégorie générale, apparaîtrait être un musée, voire plus encore un écomusée selon l'usage ethnologique. Ce paradoxe est à prendre au sérieux. *Nous récusons ce terme de musée. Préférons expositions et présentation d'objets plutôt que musée (plus pédagogique pour les groupes visiteurs...),* écrit en marge de la question sur la gestion éventuelle d'un musée/écomusée la présidente de l'association *Skolig al Louarn ("L'école buissonnière")*, Association pour la défense du patrimoine, des arts et traditions populaires (APAT) de Guimaec. Repoussoir commode, le "musée" est toujours à reconstruire parce qu'il est tout autant un fétiche qu'une forme culturelle disponible à la redéfinition. Il est pris dans une dialectique sociale dont un terme est le musée (ou l'écomusée pour certains), modèle institutionnel, voire scientifique, et son dépassement la "maison du patrimoine", affirmation d'un principe communautaire et d'un lieu consacré.

Quelle différence y a-t-il entre "musée" et "maison du patrimoine" ? L'affirmation, selon les associatifs, d'un apprentissage du regard, c'est-à-dire un principe actif de mise en relation entre des éléments du passé et des éléments à venir. La présidente de l'Association Louis Dunand pour le patrimoine d'Irigny s'est attachée à un projet de *Maison cantonale du patrimoine* élargie à trois communes voisines qui soit un lieu d'exposition temporaire et un lieu d'apprentissage de savoir-faire anciens.

*Mais sûrement pas un écomusée avec des étagères et des bonnets de dentelle. Pas un écomusée. Parce que je trouve qu'on ne peut pas faire deux choses à la fois. Il en existe à Feyzin. Ma foi, les types de bonnets de dentelle des paysannes de Feyzin, elles étaient pas*

*tellement différentes des bonnets de dentelle des paysannes d'Irigny. Si on voit celui de Feyzin, ça donne une bonne image. Ce qu'on a envie de faire dans cette maison du patrimoine, ça se trouve pas dans un écomusée. Du moins, pas ceux que je connais. La banque de données informatiques, elle sera là, l'internet, il sera là. On peut bien mettre des belles poteries gallo-romaines. Point-barre. Mais pas mettre tous les râteaux à foin qu'apporteraient tous les gens qui en ont dans leur grenier. Parce que c'est sans fin et que c'est pas notre propos. Et nous voulons le tourner vers le futur, vers l'avenir, pour que ça soit pas passéiste. Et un écomusée, c'est forcément passéiste. Ça ne montre que des choses ayant vécu. Là, il faut aussi apprendre à regarder. Tout ça peut être repris par une maison du patrimoine.*

Il est intéressant de noter le jeu de catégorisation et de renvoi au passé et au passéisme que reflète le discours d'un certain nombre de membres d'associations et que cristallise actuellement la distinction entre « maisons du patrimoine » et « écomusée ». Autrement dit, le pôle de l'investissement patrimonial est toujours en relation dialectique avec un pôle "muséal" qu'il construit comme doublement dépassé et figé, quitte à méconnaître le programme ethnologique des dits « écomusées ». La distinction faite avec « l'écomusée » s'accompagne d'une définition particulière du patrimoine et d'un dispositif propre. Il s'agit moins de patrimoines en tant qu'objets réels que d'une attitude et d'une perception aptes à concevoir l'environnement comme une succession sans limite assignable d'éléments significatifs, à valeur historique, sociale ou architecturale, auquel s'ajoute une volonté d'éducation du regard.

De nombreuses associations du patrimoine ont cependant ouverts des "musées" <sup>31</sup>. Leur point commun, partagé au niveau national, est l'exposition relative aux "anciens métiers" ou "vieux métiers", principalement à travers des machines-outils et des instruments de travail. Dans ces expositions de vieux métiers sont présentés des objets du travail artisanal ou ouvrier. On y voit du matériel industriel, des outils professionnels, des photos d'objets, des cartes postales ou des photos d'époque, des fac-similés d'archives brutes. Il y a une absence de hiérarchie des éléments, une équivalence entre eux. Le dispositif n'est pas un dispositif savant mais de témoignage, parfois édifiant. Un des traits spécifiques de cette "muséographie" réside dans l'absence de datation des objets. Ce critère est à l'inverse décisif dans un musée contrôlé. Une telle absence manifeste la dimension de continuité qui caractérise ces installations. Ces "vieux métiers", connotés de façon romantique et peu muséographique, gardent un lien avec nous, contemporains. Nous ne pouvons et ne devons pas les regarder comme des états du passé dans un sens qui nous les rendrait indifférents. Nous leur devons une attitude, de respect, voire d'admiration. Ils sont présents et nous engagent.

Si le régime d'historicité scientifique exige que les objets muséaux soient indexés à leurs coordonnées spatiale et temporelle, la muséographie des *maisons du patrimoine* associatives proposent un régime d'historicité dont la conjecture est de rendre *présents* certains traits du passé. Ce régime n'est pas celui de la "stabilité", mais de la "continuité" <sup>32</sup>. Aussi, elle prend en charge la part maudite du rapport au passé, voire du goût historique, à savoir l'*affect*. Ces objets sont attachants, remarquables (on réalise des concours de photographies à leur propos)

---

<sup>31</sup> Dans le cadre de notre enquête : *Soierie vivante* (Association pour la mise en valeur du patrimoine lyonnais des métiers de la soierie), *l'Araire* (Groupe de recherche sur l'histoire et le folklore de l'ouest lyonnais), *Patrimoines Haut-Beaujolais*, *Les amis du vieil Arbresle et de la région arbresloise*.

<sup>32</sup> Le travestissement de la notion de tradition par le régime de Vichy qui entendait abolir toute dialectique historique visait, elle, la "stabilité". C. Faure, *Le projet culturel de Vichy, Folklore et révolution nationale 1940-1944*, Presses Universitaires de Lyon / Ed. CNRS, Lyon/Paris, 1989. A la différence de la période vichyste, les mobilisations patrimoniales ne sont pas le produit d'une sollicitation d'Etat, mais bien des créations ordinaires.

ou beaux parce qu'ils ne sont pas froids, ceci dès l'instant qu'ils sont chargés d'aider à dire qui nous sommes. Prête-t-elle le flanc à la manipulation symbolique, à l'invention de mythes, ou encore à l'esthétisation ? Les membres des associations veulent opérer un rassemblement des traits de ce passé pour structurer le présent. Cela veut-il dire qu'il n'y a pas pour eux d'histoire, mais seulement de la mémoire ? Tout se passe comme si ces ruptures ou cette rupture indiquaient qu'un sens s'est perdu. Ce régime d'historicité ne chausse pas les lunettes de la philosophie de l'histoire, non plus celles de la rupture épistémologique. Quant à son message, lequel est-il ? Aucun membre d'associations n'est vraiment dupe d'un passé meilleur, par contre ce qu'ils énoncent c'est que le passé est une richesse du groupe actuel. Ils se doivent d'en prendre conscience et de le montrer parce que le régime d'historicité qui est le leur n'est en rien celui des avant-gardes (artistiques) et de leur partie de main chaude. Très français, comparé au souci folkloriste des pays anglo-saxons et scandinaves, le souci patrimonial reste marqué du signe de l'universalité (attachée à sa genèse révolutionnaire) <sup>33</sup>.

### *Conclusion : un patrimoine à révéler*

Les associations écologistes, humanitaires et patrimoniales créées au début des années 1980 ont été portées par les nouvelles couches moyennes du secteur culturel et social <sup>34</sup>. Leurs membres importaient une représentation de l'espace social marqué par la valorisation du "mélange" interculturel, des relations "authentiques" et "vraies", ou encore de l'espace résidentiel "villageois". La situation présente confirme en partie ses analyses, mais une dimension nouvelle s'y ajoute quand une population d'origine locale s'investit. Le patrimoine a acquis une valeur d'expression de changement socioculturel : changement générationnel et historique, changement dans les scènes d'appartenance territoriale et, enfin, changement culturel qui met au centre du mouvement la question de la mémoire, notamment celle du travail. Ce patrimoine, "patrimoine sans statut", est à *révéler* ou à faire émerger. C'est pourquoi la notion de "patrimoine présent" n'est pas paradoxale. L'étude des associations du patrimoine accentue fortement la saisie d'un temps séculaire : de la fin du XIX<sup>e</sup> s jusqu'aux confins du XX<sup>e</sup> s.

Le patrimoine est pour les associations un problème et une pratique. Face aux considérations sur la militance ou l'activité défensive des associations, il convient de redresser dans le sens de la "pratique culturelle" le fléau de la balance par trop penché vers celui du "problème public". Les associations du patrimoine ne sont ni des sociétés savantes, ni des associations de défense. Pourtant, les contemporains vont, à leur propos, entre le Charybde de la nouveauté et le Scylla de l'identité au passé. Répétition d'un intérêt ancien, passéiste ? Stratégie sociale de nouvelles populations toujours prêtes à élire de nouveaux objets de dilection ? Ou, au contraire, "tournant culturel" de nos sociétés ? Il semble bien qu'il faille apprécier les mobilisations patrimoniales depuis le présent et non depuis le passé. Les apprécier depuis le présent ne veut pas dire les comprendre seulement comme stratégie sociale d'acteurs du moment, mais aussi comme répondant à des conditions historiques spécifiques, inexistantes comme telles dans le passé, à savoir un certaine désarticulation de

---

<sup>33</sup> M. Rautenberg, *Le passé au temps présent, Le fil de la mémoire et la rupture patrimoniale*, manuscrit, à paraître 2002. Bien que présent sous le Front populaire (le premier congrès international de folklore a lieu en 1937), le mot "folklore" reste très attaché au projet culturel de Vichy. On parle alors "d'ethnographie folklorique", termes qui sont absents des discours des associations.

<sup>34</sup> Cf. C. Bidou, *Les aventuriers du quotidien, Essai sur les nouvelles classes moyennes*, Paris, PUF, 1984.

l'agencement du monde social et une disponibilité culturelle d'outils de réélaboration symbolique.

Ce lien tissé entre le passé et le présent est un trait sociologique voire anthropologique majeur des mobilisations patrimoniales. Son sens sociologique et historique n'est-il pas décisif des sociétés (européennes) contemporaines ? Que ce patrimoine soit à *révéler*, selon les intéressés, indique d'une part qu'il n'est pas déjà là, d'autre part qu'il est susceptible de recouvrir potentiellement toute l'étendue des activités humaines <sup>35</sup>. Autrement dit, il y a une erreur de perspective toujours possible à propos du patrimoine qui consiste à considérer que s'occuper du patrimoine, c'est s'occuper d'un objet présent dans l'environnement, alors que ce que donnent à voir les associations, c'est tout autant un souci de constitution d'un patrimoine. Le patrimoine est un objet et un signifiant : le patrimoine, ce sont des objets *et* c'est le signifiant de la *mémoire*, l'outil d'autre chose (du territoire par exemple).

---

<sup>35</sup> C'est pourquoi si l'on peut critiquer les sélections d'objets sauvegardés au regard d'autres oubliés, il ne faut pas manquer de dire que le premier travail, pré-critique, c'est bien de rendre compte du sens que recouvrent ceux qui sont investis.